

EL WATAN - A la une [Actualité](#)

Médias et citoyenneté en débat avec 300 élèves à Marseille

Redonner du sens au métier de journaliste

le 31.03.18 | 12h00 [Réagissez](#)



Expo Cartooning for Peace qui a contribué à l'événement

Une rencontre très instructive a réuni des journalistes de divers médias francophones, dont El Watan, et près de 300 élèves. C'était le 22 mars, aux Archives et Bibliothèque départementales de Marseille, dans le cadre de la Semaine de la presse à l'école et des Journées académiques de la langue française et de la francophonie, organisées à l'initiative de l'Académie d'Aix-Marseille.

L'occasion d'explorer les coulisses et les arcanes du monde des médias et de voir en quoi le métier de journaliste peut encore faire sens et être socialement utile au milieu des fake news, de la «dictature» des réseaux sociaux et du brouhaha des infos en continu...

Marseille (France)

De notre envoyé spécial

L'auditorium des Archives et Bibliothèque départementales de Marseille a abrité le jeudi 22 mars une passionnante rencontre autour du métier de journaliste assortie d'un état des lieux lucide, sans complaisance, de la presse. Cette rencontre qui s'est déroulée en deux temps, a réuni près de 300 élèves avec huit journalistes de différents médias dont El Watan.

Elle intervenait dans le cadre de la Semaine de la presse, une manifestation annuelle qui en est à sa 29^e édition, et qui est pilotée par le Clemi : le Centre pour l'éducation aux médias et à l'information qui relève du ministère de l'Education en France.

«Chaque année, au printemps, les classes de tous niveaux et de toutes disciplines peuvent participer à la Semaine de la presse et des médias dans l'école.

Cette activité d'éducation civique a pour but d'aider les élèves, de la maternelle aux classes préparatoires, à comprendre le système des médias ; former leur jugement critique ; développer leur goût pour l'actualité ; forger leur identité de citoyen», indique le ministère français de l'Education. Cette année, elle s'est étalée du 19 au 24 mars 2018.

Cette 29^e édition de la Semaine de la presse «vient d'enregistrer une participation record avec 17 500 établissements scolaires inscrits (...). Il s'agit d'une mobilisation sans précédent des enseignantes et enseignants dans le cadre d'une opération d'éducation aux médias et à l'information qui va impliquer près de 3,8 millions d'élèves», se félicite le Clemi.

Le lycée Thiers, pionnier dans la formation aux médias

C'est une équipe du lycée Thiers qui s'est chargée d'organiser cette table ronde sous le titre générique «Presse française, presse francophone». Il faut noter que dans la ville de Marseille, le lycée Thiers s'est forgé une réputation d'établissement pionnier en matière de formation aux médias. «Créé en 1802, c'est l'un des cinq premiers lycées ouverts en France par Napoléon», précise un document présentatif, en ajoutant que le prestigieux établissement compte parmi ses anciens élèves Edmond Rostand, Marcel Pagnol ou encore Edouard Balladur.

Les élèves ont leur propre journal : La Terre en Thiers.

Depuis plusieurs années, le lycée Thiers organise une table ronde à cette même période avec des journalistes professionnels, suivie d'un atelier presse. Jean-François Vilanova, professeur agrégé d'histoire-géo dans ce même lycée, pilote à partir de 2016 le projet «Presse française, presse francophone».

«Quand je suis arrivé au lycée Thiers (en 2014), j'ai donné forme à un projet un petit peu plus ambitieux. Au départ, c'était centré uniquement sur la presse française (...). Mais à partir de 2015-2016, on a étoffé le projet jusqu'à l'année scolaire 2016-2017 où j'ai commencé à imaginer un projet presse ouvert à la presse francophone», explique-t-il (voir interview).

«Citoyenneté d'ici et d'ailleurs»

Depuis septembre 2017, en plus de son travail de professeur au lycée Thiers, Jean-François Vilanova a intégré le rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille en qualité de chargé de la francophonie.

A ce titre, il s'est beaucoup impliqué dans l'organisation de ce rendez-vous qui a réuni quelque 260 élèves issus de 9 établissements relevant de l'Académie d'Aix-Marseille ainsi qu'une trentaine d'élèves venus de plusieurs pays partenaires, en l'occurrence : l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye, le Liban, l'Égypte, le Sénégal et la Roumanie.

Les élèves issus de ces pays ont été invités par l'Académie d'Aix-Marseille à échanger, partager, communier, les 22 et 23 mars, avec leurs camarades des établissements partenaires en France, sous le thème : «Citoyenneté d'ici et d'ailleurs. Paroles d'élèves». «Neuf établissements français ont échangé tout au long de l'année avec neuf établissements étrangers dans le cadre des Journées de la francophonie dans des domaines culturels différents», précise l'Académie.

«L'intérêt de ces échanges, c'est la citoyenneté et sa perception par les élèves, et la perception de la citoyenneté de l'établissement partenaire», a souligné Jean-François Vilanova à l'ouverture de ces journées. L'Algérie était présente à cet événement avec une école privée : l'établissement Ecole et loisirs d'Oran, dirigé par Mme Sari.

Sept élèves de cette école, accompagnés de leur prof de français, Khalida Boukri, ont été du voyage. Les élèves de cet établissement ont réalisé des BD très inspirées en collaboration avec le collègue Les Matagots de la Ciotat.

Outre les travaux croisés exécutés en amont par les élèves des neufs établissements invités et leurs camarades étrangers, des débats entre les élèves des deux rives étaient organisés par petits cercles sous des galeries situées dans le hall de la Bibliothèque départementale.

Ces galeries abritaient, faut-il le signaler, une belle exposition de Cartooning for Peace intitulée «Dessins pour la paix». L'expo était prolongée par une formidable production journalistique mêlant articles et caricatures de très bonne facture, réalisés par des élèves du collège et lycée Thiers, ainsi que ceux de leurs partenaires d'une école libanaise, le lycée Adonis de Kfarchima.

«Avez-vous des heures de repos ?»

Comme nous l'avons indiqué, l'ensemble des élèves étaient conviés à assister à cette table ronde sur l'univers des médias et le métier de journaliste.

Si l'édition de cette année 2018 avait pour thème «D'où vient l'info ?», la discussion a embrassé finalement toutes les grandes questions liées à la situation de la presse.

Côté journalistes, ont pris part à cette table ronde : Françoise Verna, directrice de rédaction du journal La Marseillaise ; Marie-Christine Lauriol, journaliste à France Inter ; Michel Couartou, journaliste spécialisé en urbanisme et président du Club de la presse Marseille-Provence ; Hélène Bourgon, cofondatrice du magazine en ligne 15-38 Méditerranée (www.1538mediterranee.com) ; Michel Gairaud, rédacteur en chef du mensuel Le Ravi, un magazine alliant satire et investigation ; Nadine Muhorayeke qui a été journaliste à la Radio nationale du Burundi avant de s'exiler en France, elle collabore à Jeune Afrique ; enfin, Eric Espanet du grand quotidien régional La Provence.

C'est Nadia Spire, professeur documentaliste au CDI du lycée Thiers, qui a eu à modérer le débat. Nadia a tenu à préciser que le travail réalisé avec les élèves en amont de cette table ronde «s'inscrit dans un parcours de deux classes de seconde». «On est une équipe de six enseignants et on travaille sur l'éducation aux médias toute l'année avec les profs d'histoire-géo, de sciences économiques et sociales, et avec des professeurs documentalistes», a-t-elle indiqué.

D'emblée, la parole est donnée à la salle. Une fois n'est pas coutume, les poseurs de questions ne sont pas les reporters. Un élève s'empare du micro : «Est-ce que vous avez des heures de repos ou bien vous êtes toujours sur le qui-vive, toujours prêts à partir sur le terrain ?» «Ça dépend du statut du journaliste, s'il appartient à une rédaction avec un poste précis ou s'il est pigiste», répond Marie-Christine Lauriol. «Moi, je suis correspondante pour France Inter. Je travaille 5 jours par semaine.

Je dois être disponible de 9h à 19h, et j'ai trois nuits d'astreinte où je dois avoir un téléphone à proximité pour qu'on puisse me joindre et me faire partir n'importe où, pour n'importe quel sujet. Après, ça dépend de l'organisation de chaque rédaction», témoigne-t-elle.

Eric Espanet prend le relais : «J'ai été responsable de la rubrique Faits divers à La Provence. Lorsqu'il y a un règlement de comptes, une attaque d'un fourgon blindé... il faut partir rapidement. Nous, à La Provence, on tourne avec trois "fait-diversiers" avec des nuits d'astreinte, de sorte que s'il se passe quelque chose, vous devez partir immédiatement sur le terrain (...) d'autant plus qu'il y a une forte concurrence de la part des sites internet.

Le site laprovence.com tourne 24h/24, et s'il y a un gros fait divers, il faut que ça soit d'abord sur le site web, et dès le lendemain matin dans le journal.»

Et de faire remarquer : «Quand on fait ce métier, c'est par passion, alors, en général, on ne compte pas les heures, sinon on fait autre chose.» Nadine témoigne de l'urgence qui habite même le journaliste pigiste. «Il faut tout le temps être prêt pour la rédaction pour laquelle tu fais la pige, donc tu es toujours aux aguets», dit-elle.

La précarité du correspondant à l'étranger

Hélène Bourgon rebondit sur les propos de Nadine pour livrer un témoignage saisissant sur le statut de correspondant dans un pays étranger et la précarité des freelances : «Les rédactions font de plus en plus appel à des pigistes, des journalistes indépendants qui sont déjà basés dans les pays qui les intéressent.

C'était d'ailleurs mon cas. Je suis partie en Syrie pour apprendre l'arabe. J'ai proposé des reportages à des rédactions : Radio France, France Info, Radio Canada, Radio Suisse... Depuis la révolution qui s'est transformée en conflit, là, les médias vous tombent dessus à n'importe quel moment. C'est des nuits très courtes, vous ne comptez pas vos heures, vous ne savez même pas comment vous allez être payé.

On est très peu formés dans les écoles pour faire ce métier, et il y a de moins en moins de correspondants à l'étranger», relate-t-elle. «J'ai développé un regard critique par rapport à ce que j'ai vécu pendant six ans en Syrie et au Liban dans le rapport avec les médias qui ont été assez compliqués à gérer.

On ne vous demande jamais si vous allez bien, vous êtes très mal payé, c'est très, très précaire», poursuit Hélène. Et de préciser : «On est payé à l'intervention, et il faut faire beaucoup de reportages pour atteindre 1000 euros par mois.»

«C'est l'investigation qui va régénérer le métier»

Autre question diablement pertinente qui va droit au but comme la devise de l'OM : «Quelle vision avez-vous de votre métier aujourd'hui ?» Françoise Verna : «Je crois que le plus important, c'est de toujours garder à l'esprit que le droit à l'information est un droit fondamental des citoyens.»

«Je pense aux collègues qui sont sur le terrain dans des pays en guerre parce que si, aujourd'hui, dans nos journaux quotidiens, on peut rendre compte aussi de ces réalités-là, c'est parce qu'il y a des collègues qui prennent des risques énormes pour ce droit à l'information du citoyen. Ma vision du métier, c'est ma responsabilité vis-à-vis du citoyen. Il faut toujours revenir aux fondamentaux et au sens de notre travail», proclame-t-elle

Pour Michel Couartou, «le métier est en mutation très profonde». Avec une pointe d'ironie, il lance : «Je vous informe qu'il n'y a pas très longtemps, les gens vivaient sans internet et sans smartphone ; ça va vous paraître étonnant.» Cette mutation technologique a «chamboulé nos vies au quotidien et ça a chamboulé notre métier de journaliste», analyse-t-il.

«L’information nous arrive de partout avec les réseaux sociaux ; le journaliste, qui était le seul tenant de la diffusion de l’information, est aujourd’hui mêlé à tout ça.» Michel continue à croire que «journaliste» est un métier à part entière qui est encore utile socialement : «Avec l’information qui est omniprésente dans notre vie, qui est biaisée la plupart du temps, fausse – on parle de fake news mais on devrait dire “information fabriquée” – avec tout ça, il faut revenir aux fondamentaux.

Le journaliste est un artisan de l’information, il la cherche, la décrypte, l’analyse, la replace dans tout un contexte. Une information brute ne vaut pas grand-chose.» Le gage d’une véritable réinvention du métier reste le journalisme d’investigation, plaide-t-il, en citant en exemple le travail de Mediapart. «C’est ça le vrai journalisme et c’est ça qui va régénérer le métier», espère-t-il avec ardeur.

«Il y a un appauvrissement des contenus»

Michel Gairaud, le rédacteur en chef du magazine Le Ravi, confie pour sa part que l’état de la presse lui inspire «à la fois de l’inquiétude et de l’enthousiasme». Il estime que «la profession est menacée (...). Même si en France, nos vies ne sont pas en danger, par contre, la vie des médias, des journaux, des radios, est menacée.

Il y a une menace sur ce qu’est le métier. Il y a trop d’images, trop de sons, de choses écrites, mais en réalité, tout cela s’appauvrit. Souvent, c’est de la communication, à cause de la question économique, la question de l’argent. Les médias appartiennent à une poignée de milliardaires, de propriétaires privés qui ne sont pas des journalistes.

Ces chaînes de télé, d’infos en continu, qui circulent sur les smartphones, sur internet, ces infos ont les mêmes sources, en fait. Et, souvent, il y a de moins en moins de journalisme derrière. Ce ne sont pas des journalistes qui les produisent mais des communicants qui veulent faire de la pub plutôt que de révéler des faits vérifiés, donner des éléments pour faire réfléchir les gens». Michel Gairaud insiste à son tour sur l’importance de l’enquête.

«Si une porte est fermée, on essaie de passer par la fenêtre», sourit-il. «L’essentiel, c’est de continuer à enquêter, ne pas se contenter d’un seul point de vue, aller chercher ce qui est caché, révéler, faire débattre, assumer une fonction de contre-pouvoir.» «Les raisons de faire ce métier me paraissent plus que jamais nécessaires : on a besoin de s’informer, de documenter, de réfléchir, il y a sans arrêt des faits qui nous redonnent envie d’y aller», martèle-t-il avec conviction. «Il y a des jeunes qui sortent des écoles de journalisme et qui viennent vers des médias comme Le Ravi, qui veulent faire ce métier même s’ils savent qu’il n’y a pas beaucoup d’argent et que ça va être difficile, qu’il faut se lever tôt, se coucher tard... ça, c’est l’espoir !»

«C'était très difficile de travailler au Burundi»

Nadia Spire évoque la crise de confiance qui touche les médias dans leur rapport au public, à la société. «On vit une période difficile, une crise de la démocratie et une crise de confiance dans les journalistes, particulièrement chez la population des 18-24 ans. Il y a un sondage qui a été fait dernièrement, en janvier 2018, et qui indique que l'intérêt pour l'actualité nationale et internationale est en baisse dans la population jeune. Il est autour de 48%.

Les jeunes s'informent beaucoup par les réseaux sociaux, par internet», nous apprend la modératrice. Une élève interroge sur l'emprise réelle de la censure et de l'autocensure sur le travail des journalistes. Nadine témoigne : «J'ai déjà été censurée au Burundi. Je travaillais pour le média public Radio-Télévision nationale du Burundi. Les conseillers de la Présidence avaient tout le temps l'œil ouvert, les oreilles aux aguets pour filtrer toutes les infos qui passaient.

La censure venait du ministère de la Communication, après, c'était relayé par les directeurs généraux et les directeurs de l'information. A certains moments, les journalistes étaient sur le terrain, ils recueillaient les infos, mais ce n'était pas leur information qui était diffusée. Les directeurs de la rédaction réécrivaient tout. C'était une information contournée qui voulait faire plaisir au pouvoir en place. C'était très difficile de travailler dans ces conditions-là. La liberté d'expression est complètement absente et les journalistes sont devenus des clandestins pour pouvoir travailler correctement.»

Censure financière

Michel Couartou considère qu'en France, «la censure stricte n'existe plus». Néanmoins, les journalistes, dit-il, subissent toutes sortes de pressions qui ne sont pas moins fatales pour le métier. «Il y a des pressions qui sont exercées sur les journalistes en leur faisant des procès sur tout et sur rien. On leur fait subir des pressions économiques quand des sociétés menacent des journaux de ne plus acheter de la pub chez eux parce que tel ou tel article ne leur a pas plu (...). Il y a des pressions qui viennent des patrons de journaux.

Les journaux traditionnels en France appartiennent tous à de grands industriels», pointe notre confrère. La question de l'argent est revenue dans la deuxième partie de la table ronde qui s'est tenue avec d'autres élèves. A un moment donné, il était question de publicité et comment l'argent de la pub peut influencer l'orientation éditoriale des médias. Hélène défend l'idée de «responsabiliser le citoyen». «On veut un modèle économique basé sur l'engagement du citoyen.»

«C'est un devoir citoyen de soutenir une presse indépendante», clame-t-elle. La directrice du site 15-38 Méditerranée mise sur une plus grande implication des lecteurs en participant plus activement aux campagnes d'abonnement et de souscription.

De son côté, Eric Espanet a mis l'accent sur la nécessité déontologique de dessiner une ligne de démarcation très claire entre publiereportage et contenu rédactionnel. «A La Provence, nous

avons une charte des partenariats pour délimiter les choses», affirme-t-il. Il révèle que dans la trésorerie de La Provence «qui emploie 473 salariés dont 178 journalistes, 65% des revenus proviennent de la diffusion», le reste étant couvert par la pub. «Si on coupe le bras de la pub, on ne peut pas continuer à payer tous les salariés. Il ne faut pas cracher sur la pub», lâche-t-il.

Michel, du Ravi, enchaîne sur le ton de la boutade : «Nous, on veut bien de la pub mais c'est la pub qui ne veut pas de nous !» «Notre goût immodéré pour l'impertinence fait peur aux annonceurs.» Il insiste sur le fait qu'il y a un réel appauvrissement de la presse, notamment magazine, «noyée par la pub», même quand elle produit des articles de qualité. «Si la presse n'a pas assez d'abonnés, elle vivra de la pub. Même si la rédaction fait un travail de qualité, c'est une faiblesse. L'idéal pour un journal, c'est de ne dépendre que de ses lecteurs», professe-t-il.

«Le Net ne rapporte rien»

Nous terminerons sur la question ô combien actuelle du virage numérique et le passage qu'on nous dit inévitable du print au web. Pour Françoise Verna, «il faut de la complémentarité entre les deux».

Eric Espanet tempère : «Il faut qu'il y ait un modèle économique. Le journal n'est pas hors-sol. L'édition web de La Provence compte 20 journalistes sur 178. Le Net, c'est la quasi-gratuité. Pour chaque clic, le journal touche 25 centimes, contre 1,30 euro pour l'édition papier. 80% de nos ressources proviennent du papier. Le papier n'est pas encore mort. Cependant, les jeunes préfèrent picorer l'info sur le web. Et ce n'est pas toujours de l'info crédible.

Les journalistes sont formés, ont fait des études, ils ont un savoir-faire, alors que les infos pêchées sur les réseaux sociaux ne sont même pas vérifiées.» Il admet que nous sommes à «un tournant».

«On doit aller vers le Net, mais ça ne rapporte rien !» Hélène lance un appel audacieux à la salle, pétillant de bons lecteurs potentiels : «Il faut que vous sachiez qu'il y a des gens qui travaillent derrière (le site 15-38, ndlr).

On ne calcule pas nos heures. N'hésitez pas à nous soutenir. On fonctionne sans pub. On n'a pas de grand groupe derrière nous, et on ne trouve pas le soutien nécessaire. C'est vous les futurs lecteurs, vous avez le pouvoir de faire vivre une presse de qualité.»

Mustapha Benfodil